Zeitschrift: Energeia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie
Band: - (2016)
Heft: 1

Artikel: Politique extérieure de la Suisse au niveau énergétique
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-681878

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA

La plupart des pays doivent actuellement relever le défi d'une politique énergétique aussi sûre, rentable et durable que possible. L'Office fédéral de l'énergie s'engage, sur le plan international, pour des solutions d'avenir. Il mise notamment sur la participation à des organisations internationales et sur des partenariats énergétiques internationaux.

La conseillère fédérale Doris Leuthard en compagnie du ministre chilien de l'énergie *(Source: Lorena Weber)*

En 2008, le Conseil fédéral a adopté un rapport relatif à la politique énergétique extérieure reposant sur les quatre piliers suivants: sécurité de l'approvisionnement, rentabilité, respect de l'environnement et coopération au développement dans le domaine de l'énergie. La section Affaires internationales de l'OFEN se base sur ces fondements et les priorités définies à l'époque pour harmoniser la politique énergétique nationale avec la politique énergétique extérieure. Elle prépare et participe notamment aux négociations concernant les accords énergétiques et représente la Suisse au sein d'organisations internationales. En voici quelques-unes:

Agence internationale de l'énergie (AIE)

La Suisse fait partie des 16 membres fondateurs de l'AIE. Fondée en 1974, sa mission principale était d'assurer l'approvisionnement en pétrole suite au premier choc pétrolier. Elle compte aujourd'hui 29 Etats membres de l'OCDE qui ont notamment pour objectif commun la sécurité de l'approvisionnement, la durabilité et le développement économique (voir page 7).

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Walter Steinmann, le directeur de l'OFEN, représente la Suisse jusqu'en 2017 au Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Fondée en 1957 par les Nations Unies avec le statut d'organisation indépendante, elle s'occupe encore aujourd'hui en vue de promouvoir les usages pacifiques de l'énergie nucléaire. La Suisse est membre fondateur de l'AIEA.

Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) dont le siège est à Abu Dhabi a pour but d'aider ses membres à utiliser davantage les énergies renouve-

SUISSE AU NIVEAU ÉNERGÉTIQUE

lables. Elle conseille principalement des pays en développement dans la pratique. A cet effet, elle encourage la coopération internationale et le transfert de connaissances. La Suisse en fait partie depuis sa création en 2009. Walter Steinmann, le directeur de l'OFEN, doit représenter la Suisse en janvier à la conférence générale de l'IRENA.

Charte de l'énergie

En tant que seul accord juridiquement contraignant dans le domaine de l'énergie (outre l'AIEA), la Charte de l'énergie protège les investissements dans le secteur énergétique et règlemente le commerce de l'énergie. En adhérant au Traité sur la Charte de l'énergie, la Suisse s'engage notamment à éliminer les obstacles au commerce conformément aux règles de l'OMC et à mettre en place des conditions-cadre non discriminatoires.

Partenariats énergétiques

Pour encourager le dialogue sur la politique énergétique en dehors de l'UE et promouvoir les technologies suisses, la Suisse mise également sur des partenariats énergétiques sélectionnés avec soin, comme p. ex. avec l'Azerbaïdjan, la Russie, la Turquie, les Emirats arabes unis et le Chili. L'exploitation du corridor gazier sud-européen est également à l'ordre du jour. Un nouveau gazoduc long de près de 880 kilomètres doit acheminer le gaz naturel d'Azerbaïdjan depuis la Turquie jusqu'à l'Adriatique et renforcer l'indépendance de l'Europe occidentale par rapport à la Russie.

La Suisse comme modèle

La Suisse reçoit également la visite de pays divers comme l'Allemagne ou le Chili qui veulent connaître les solutions suisses dans le domaine de l'énergie. Comme l'explique Jean-Christophe Füeg, chef de la section Affaires internationales, ils souhaitent notamment savoir quelles sont les procédures suivies pour rechercher un site destiné à accueillir un dépôt en couches géologiques profondes. La manière dont la Suisse fait participer de bonne heure la population aux processus infrastructurels est considérée comme exemplaire. La gestion des appels d'offres publics afin d'encourager les mesures en faveur de l'efficacité énergétique retient aussi l'attention. Il est fier que la surveillance chinoise des barrages compte se baser sur le modèle suisse. *(bra)*

Sondage

A quoi ressemble la politique énergétique d'autres pays? Nous avons demandé à quatre délégations étrangère présentes en Suisse (voir p. 6).

3 questions à Guillaume Cassaigneau, conseiller diplomatique

Pourquoi travaillez-vous comme conseiller diplomatique pour deux départements différents?

Je travaille à 50% pour le DFAE et à 50% pour l'OFEN. Ce modèle de travail facilite l'échange d'information entre le DFAE et l'OFEN: en tant que personne de liaison, je coordonne la collaboration entre les deux administrations. Les invitations venant de l'étranger que reçoit la conseillère fédérale Doris Leuthard peuvent ainsi être traitées de manière plus efficace. Par ailleurs, de nombreux thèmes dont s'occupe l'OFEN sont importants au plan international.

Par exemple?

J'organise la visite de délégations étrangères s'intéressant aux thèmes énergétiques, je suis responsable de leur programme pendant leur séjour et je m'occupe d'elles. En outre, je coordonne le dialogue entre l'OFEN et les entreprises ou groupes d'intérêt suisses et étrangers. Il s'agit p. ex. d'échanges bilatéraux avec les pays voisins concernant les stratégies d'approvisionnement en gaz et en électricité, ou de discussions multilatérales comme celles menées dans le cadre de l'AIE. Je réalise également des analyses géostratégiques pour le DFAE sur le marché du gaz et l'approvisionnement en gaz et j'apporte mon soutien à des projets à l'étranger, comme p. ex. actuellement le Trans Adriatic Pipeline (gazoduc trans-adriatique).

En été 2016 vous allez intégrer la Banque mondiale comme analyste en énergie. Pourquoi?

Une carrière diplomatique permet de postuler pour des postes clés dans des organisations internationales. Le travail à la Banque mondiale est très intéressant, car de nombreux pays doivent relever d'énormes défis politiques et économiques. Je pourrais ainsi mettre à profit ma formation en économie, mes connaissance au niveau diplomatique ainsi que ce que j'ai acquis sur la politique énergétique. Je vais conseiller des gouvernements d'Europe de l'est et d'Asie centrale au niveau de l'intégration des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans leur politique énergétique nationale. Je serais actif pour la Banque mondial dans le domaine du financement des projets.

Interview: Isabelle Frühwirt

P.-S.: Lisez l'interview complète sur le blog de l'OFEN, www.energeiaplus.com/category/energeia.